
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau III : Justice.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. SOUDAN.

MESSIEURS,

Les dépenses ordinaires prévues sont en augmentation sur l'exercice de 1920, de 29,654,500 francs.

En vertu de la règle adoptée par la Commission, une somme globale de 2,143,200 francs prévue pour indemnité de vie chère passe au budget extraordinaire.

L'accroissement du budget ordinaire est ainsi réduit à 27,509,100 francs.

Les crédits demandés pour dépenses qualifiées d'exceptionnelles dépassent cette année ceux de l'année 1920, de 153,000 francs. Ils concernent des sommes destinées à des établissements existants et constituant des dépenses non périodiques.

Les crédits sollicités à l'extraordinaire sont de 9,473,000 francs.

Votre Commission s'est spécialement attachée à examiner toutes les possi-

(1) Budget n° 101.

Rapport général n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buy Pepin, de Liedekerke et de Bue.

bilités d'économies. Elle vous présente, à cet égard, une série d'amendements importants dont vous trouverez le tableau d'ensemble en annexe.

DÉPENSES ORDINAIRES

ADMINISTRATION CENTRALE

Les dépenses de ce chef accusent une augmentation, sur le budget de 1920, de :

398,400 ». Augmentation de traitements et octroi des indemnités de résidence, de famille et de vie chère.

Indemnité de vie chère de 320,000 francs à porter au budget des dépenses extraordinaires, ce qui réduit l'augmentation à 78,400 francs.

L'augmentation du nombre des agents de l'administration centrale se justifie par l'accroissement incessant de la tâche habituelle et permanente dévolue au Ministère de la Justice. Il n'existe pas à proprement parler d'agents temporaires. Avant d'être admis dans les cadres, les employés sont soumis à un stage de six mois au moins; ces agents à l'essai sont qualifiés parfois agents temporaires, sans que ce mot ait, en réalité, le sens qu'on lui attribue généralement dans d'autres départements.

Matériel. — La Commission a désiré avoir les détails en ce qui concerne les augmentations des crédits portés à l'article sous les rubriques : 40,000 fr. en charge temporaire pour les dépenses nécessitées par la réorganisation de la bibliothèque, et 70,000 francs (achat de livres, en vue de la réorganisation de la bibliothèque, y compris 20,000 francs en charge temporaire).

Voici les explications fournies :

D'une façon générale, au sujet des charges prévues à l'article 3, le Département fait remarquer qu'abstraction faite des sommes de 20,000 plus 50,000 francs, nécessaires pour la réorganisation de la bibliothèque, le crédit porté à l'article 3 (380,000) est à peine trois fois plus élevé que celui inscrit au budget des années d'avant-guerre, ce qui n'a rien d'excessif, si l'on tient compte de la hausse des prix du papier, des fournitures de bureau, des machines à écrire, du combustible et de tous les articles du matériel, ainsi que de la main-d'œuvre, nécessaire pour la confection, l'entretien et la transformation du mobilier.

Quant à l'allocation en charge temporaire de 40,000 francs, elle est destinée :

1° A l'aménagement d'une salle d'archives dans l'arrière bâtiment de l'immeuble du boulevard du Régent, n° 45, où sont déjà installés les bureaux de la Sûreté publique.

Ces services ne peuvent être privés plus longtemps de leurs dossiers classés actuellement dans les sous-sols du bâtiment de la rue Ducale.

2° A l'installation de la bibliothèque dans les locaux du rez-de-chaussée

de l'immeuble de la rue Dûcale, n° 2, afin de permettre une répartition plus judicieuse de services actuellement disséminés.

Ces travaux sont commencés et il serait difficile de ne point les poursuivre.

Le second crédit est destiné à enrichir le fonds d'une manière suffisante pour en faire un office vraiment utile.

Le projet prévoit une charge *temporaire* de 20,000 francs destinée à permettre les achats strictement nécessaires qui n'ont pu être faits précédemment, et une charge normale de 50,000 francs qui, étant donné le prix de l'immense production juridique, constitue un strict minimum. La réorganisation de la bibliothèque du département s'impose, étant donné que la Bibliothèque royale et les quelques rares bibliothèques dont on dispose dans la capitale, sont insuffisantes au point de vue juridique et ne prêtent pas à domicile.

Frais de publication de recueils statistiques. — D'après les dernières évaluations, les frais de publication des deux volumes de la statistique judiciaire coûteront près de 100,000 francs. La 1/2 peut être portée en charge temporaire.

Ordre judiciaire. — 9,600 + 97,200 + 684,000 + 175,000 + 3,600 + 3,600 + 7,200 = 980,200 francs portés au budget ordinaire pour indemnité de vie chère passent au budget extraordinaire.

La Commission a désiré être renseignée au sujet des indemnités destinées à couvrir les dépenses de chauffage, d'éclairage, d'impressions, de fournitures de bureau et d'entretien de mobilier.

De même en ce qui concerne les indemnités dues pour le matériel de greffe.

Le département a la charge du chauffage, de l'éclairage, des impressions, des fournitures de bureau et de l'entretien de leur mobilier.

Le Ministre met, tous les quatre mois, à la disposition des Cours les crédits nécessaires. Les procureurs généraux rendent compte de leur emploi au Ministre, qui lui-même soumet les comptes à la Cour des Comptes.

Les greffiers, de leur côté, bénéficient d'un crédit pour les frais de greffe. Ils rendent compte au Ministre.

L'on sait que les tribunaux dépendent, pour ces questions, de la province.

Au chapitre V, certains membres de la Commission ont cru devoir signaler — au sujet de la somme de 170,000 francs fixée, en charge temporaire, pour l'achèvement des locaux du conseil de guerre du Brabant — que le mobilier dont on a garni l'immeuble de la rue des Minimes est d'un luxe exagéré. Il était indiqué, dans les circonstances présentes, de se contenter d'un mobilier très simple dont, d'ailleurs, magistrats et personnel eussent été satisfaits.

A ces observations, il convient cependant d'opposer la parcimonie qui préside, d'une façon générale, à l'installation des locaux judiciaires. Reproduisons, à cet égard, en ce qui concerne le Palais de Justice de Bruxelles, la lettre qu'adressait récemment à M. le Ministre de la Justice, M. le Bâton-

nier du Barreau d'Appel de Bruxelles, et que reproduit dans ces termes le *Journal des Tribunaux* :

Le Barreau et les salles d'audiences actuelles.

Nous sommes heureux de pouvoir nous associer entièrement aux termes de la lettre écrite récemment aux Ministres de la Justice et des Travaux publics, par M^r le Bâtonnier des Cressionnières, dans les termes suivants :

« Je vous prie de m'autoriser à me prévaloir auprès de vous de ma qualité de Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près de la Cour d'appel, pour appeler toute votre bienveillante attention sur l'état actuel des installations judiciaires au Palais de Justice de Bruxelles.

» En m'adressant à vous, je m'acquitte d'un devoir auquel, plus que jamais dans les temps présents, il convient d'attacher une importance primordiale : c'est celui de maintenir avec fermeté dans l'esprit des avocats, la conscience de la dignité de leur fonction et d'assurer pour ce qui concerne le Barreau, le prestige de la Justice.

» Or, se sont deux choses qui sont en ce moment exposées à un grave péril.

» L'ameublement des salles d'audiences est, d'une façon générale, tout à fait défectueux. Dans certains locaux même il est inadmissible.

» La disposition du mobilier dans les chambres nouvelles, qui ont été créées au Tribunal de première instance, établit entre les magistrats composant le siège et les plaideurs une sorte d'intimité qui ne peut entraîner que de fâcheuses conséquences.

» Non seulement l'autorité du Tribunal peut s'en trouver diminuée, mais la plaidoirie elle-même y perd nécessairement le caractère élevé qu'elle doit avoir, et grâce auquel tant d'illustres avocats ont pu léguer au Barreau de Bruxelles le souvenir précieux de leur maîtrise.

» Jadis, les jeunes avocats fréquentaient les audiences pour se former à leur enseignement. Aujourd'hui, ils les délaissent, parce qu'ils sentent que dans le milieu misérable où se déroulent les débats judiciaires, ils ne peuvent guère espérer de pareilles leçons.

» J'ai le souci, Monsieur le Ministre, de l'avenir du Barreau.

» Les jeunes recrues de notre Ordre, revenus de la guerre avec une formation morale admirable, sont une élite sur laquelle je dois veiller. Il ne faut pas que des causes purement matérielles leur fassent perdre le sentiment élevé qu'ils doivent avoir de leur mission.

» Le Barreau de Bruxelles, que j'ai l'insigne honneur de représenter, a un passé trop beau pour ne point vouloir que son avenir y réponde.

» Il m'est impossible d'énumérer dans cette lettre tous les griefs que je voudrais vous signaler.

» Mais j'ai l'espoir de vous avoir fait pressentir toute leur gravité.

» S'il en est ainsi, Monsieur le Ministre, veuillez m'autoriser à vous prier de venir vous en assurer par vous-même, un de ces matins, au Palais de

Justice. Je serais infiniment sensible à l'honneur que vous me ferez en m'admettant à vous accompagner dans cette visite..

» Je vous remercie, au nom du Barreau de Bruxelles, de l'accueil bienveillant que vous voudrez bien faire à ma lettre et je vous prie d'agréer Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Bâtonnier de l'Ordre,*

J. DES CRESSONNIÈRES. »

La situation dont se plaint l'auteur de cette lettre n'est pas exceptionnelle, et il y aurait peut-être quelque injustice à accueillir trop facilement, des critiques injustifiées.

* * *

D'une façon générale, la Commission a été préoccupée des crédits demandés pour publications. Elle se demande si de nombreux doubles emplois ne se produisent pas sans utilité : les documents parlementaires, par exemple, sont imprimés deux fois sur formats différents, et par des imprimeries différentes. Il semble bien que cette pratique ne soit suivie que parce qu'il plaît à un certain nombre de lecteurs de conserver les documents dans un format auquel ils sont habitués. La Commission estime qu'il serait utile d'étudier les moyens propres à faire des économies de ce côté.

L'on a mis à l'étude la question d'une imprimerie de l'État : n'y aurait-il pas lieu de hâter cette étude?

Bienfaisance. — La Commission a désiré connaître les raisons de l'augmentation de 1 million sollicitée à l'article 41. Entretien des enfants confiés par le Ministre de la Justice ou l'autorité judiciaire à des personnes ou institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées.

L'explication fournie est la suivante :

La majoration du crédit est justifiée par l'accroissement de la population, ainsi que par l'augmentation du taux de la journée d'entretien des mineurs confiés à des personnes ou des installations de charité ou d'enseignement publiques ou privées. Non seulement l'augmentation de la cherté de la vie est un facteur déterminant, mais de récentes instructions ont amélioré le service médical, l'hygiène, le régime alimentaire et l'enseignement dans ces institutions.

Le régime intérieur des écoles de bienfaisance a subi une complète transformation; le département de la Justice, comme suite à un vœu émis par la Commission d'inspection dans les écoles de bienfaisance, a pris les mesures nécessaires pour que les juges des enfants fassent un plus grand nombre de placements dans ces écoles. Il est donc à prévoir que, dans l'avenir ces établissements recevront un plus grand nombre d'élèves.

CHAPITRE IX. — PAISONS.

L'article 46 prévoit une augmentation de crédit pour couvrir les frais de voyage des membres des commissions, des fonctionnaires et employés.

Rappelant une proposition faite à l'occasion de l'examen des budgets des

autres départements, la Commission a exprimé le vœu de voir réduire les dépenses relatives à des frais de déplacement, de mission, etc.

ART. 49. — La Commission a estimé qu'une majoration de 400,000 francs de crédits pour frais d'impression et de bureau est énorme.

Elle propose de réduire le crédit à 250,000 francs.

ART. 52. — *Frais de police.* — La majoration de crédits provient spécialement du fonctionnement de l'École de criminologie et de police scientifique.

La Commission ne s'est, dans sa majorité, décidée à la voter qu'à contre-cœur et parce que l'école existant à l'heure actuelle, il n'est pas possible d'en arrêter le fonctionnement.

Mais elle estime devoir attirer, une fois de plus, l'attention de la Chambre sur l'urgente nécessité qu'il y a à ne plus s'engager dans des dépenses nouvelles, sans mesurer toutes les conséquences des engagements nouveaux.

* * *

Pour terminer ce rapport, mentionnons un certain nombre de questions qui ont été soulevées soit en Sections, soit en Commission du budget. Ni les Sections ni la Commission n'ont tenté de les résoudre. La Commission souhaite que M. le Ministre de la Justice veuille bien les soumettre à l'examen de son Département.

1. L'article 163 du Code d'instruction criminelle dispose :

« Tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes de la loi appliquée y seront insérés, à peine de nullité. »

Le remplacer par la disposition suivante :

« Tout jugement définitif de condamnation sera motivé et fera mention de la loi appliquée, à peine de nullité. »

L'obligation d'insérer des termes de la loi dans la décision donne lieu à des *frais d'impression considérables* généralement irrécouvrables, (voir les diverses formules en usage), augmente inutilement la besogne des greffiers et complique, sans nécessité, la procédure.

Cette obligation est prescrite à peine de nullité. (*Cass.* 28 juin 1897. *Pas.*, p. 241. 3 février 1902, *Pas.* 138).

Une obligation semblable est imposée par l'article 195 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne les jugements rendus par les Tribunaux correctionnels, mais non prescrite à peine de nullité. (*Cass.* 8 février 1909, *Pas.* 1909, 1. 130.) (*Cass.* 17 juin 1895. *Pas.* 1895. 1. 217).

La circonstance que le texte de loi appliqué n'a pas été transcrit dans la copie signifiée au condamné défailant n'entraîne pas la nullité du jugement rendu par le Tribunal de Police. (*Cass.*, 20 février 1899. *Pand.* par. n° 1276).

L'insertion dans le jugement des termes de la loi appliquée ne présente aucune utilité pratique : les minutes des jugements de police reposent dans les greffes où personne ne les consulte, en réalité les condamnés ne s'inquiètent pas de la rédaction des décisions qui les frappent. (Voir réunions régionales Ypres. *Journal des Juges de Paix*, 1906, p. 34.)

Il n'y a pas lieu d'avoir égard au motif qui a inspiré le législateur de 1806 : utilité de transcrire le texte précis appliqué pour diminuer les chances d'erreur, les juges de police ne présentant pas, à cette époque, des garanties bien sûres de parfaite connaissance des lois. (*Pand. belges*, voir Jugement n° 887).

2. Sous l'empire de l'ancienne loi, les employés des greffes des Tribunaux de Commerce ne pouvaient prétendre au grade de greffier-adjoint que lorsqu'une vacance se produisait dans le cadre de ces fonctionnaires dont le nombre était déterminé par la loi. Aussi, la plupart des employés ne parvenaient jamais à une promotion, le nombre des greffiers-adjoints étant très restreint.

La loi du 31 juillet 1920 a modifié cet état de choses et a permis de nommer, à titre personnel au grade de greffier avec le traitement y afférent, les employés très méritants ayant seize ans de service accomplis.

Sans doute, cette loi constitue un avantage pour le personnel des greffes, auquel il permet d'arriver à une situation morale et matérielle meilleure. Mais elle n'a pas envisagé la situation particulière des membres de ce personnel ayant vingt-cinq, trente et même quarante ans de services et qui n'ont pu être nommés qu'actuellement. Ceux-ci, comme d'ailleurs certains de leurs collègues nommés à titre effectif dans un temps voisin de la promulgation de la loi dont il s'agit, se trouvent, par suite d'une lacune, dans un degré d'infériorité vis-à-vis de leurs jeunes collègues, lesquels bénéficient de la faveur nouvelle à un âge où tout espoir d'avancement était refusé à leurs aînés.

Il serait donc équitable de calculer le montant de leur traitement tel qu'il l'eût été en réalité actuellement s'ils avaient été promus au grade de greffier à l'époque où ils avaient exactement seize ans de service révolus, c'est-à-dire en leur octroyant non seulement le traitement initial accordé aux greffiers, mais encore en y ajoutant le montant des augmentations périodiques qui leur eussent été accordées depuis le moment où ils ont eu seize ans de service accomplis.

Cette mesure est d'autant plus justifiée qu'à dater de leur promotion l'indemnité de vie chère accordée à tous les fonctionnaires indistinctement leur a été supprimée et ce par le fait même de leur entrée dans l'ordre judiciaire.

La mesure sollicitée n'aura certes pas de conséquences budgétaires considérables, le nombre de bénéficiaires du régime nouveau sollicité étant fort peu étendu. Et même s'il devait en être autrement il n'y a pas lieu de reculer devant un sacrifice d'ailleurs momentané et de nature à mettre de modestes auxiliaires de la Justice dans une situation à laquelle ils ont légitimement droit.

Enfin, c'est évidemment par une erreur d'interprétation que les bénéficiaires de la loi du 31 juillet 1920 ont été nommés « greffier-adjoint » à titre personnel.

L'article 12 de la loi précitée fait expressément disparaître cette adjonction du mot « *adjoint* », car il exprime une idée de subordination qui n'aura

plus sa raison d'être. Il en est si bien ainsi, que là où la chose est possible, de jeunes employés, ne comptant de loin pas seize ans de services ont été nommés d'emblée « greffier surnuméraire » et qu'il ne peut venir à l'esprit de personne de les faire rétrograder à l'occasion d'une promotion nouvelle.

D'ailleurs une promotion « à titre personnel » ne peut se comprendre qu'à un grade existant, auquel l'intéressé ne peut prétendre faute de vacance, mais qu'on lui accorde par faveur spéciale, eu égard à ses bons services et à ses mérites évidents.

Or, le grade de « greffier-adjoint » a été expressément supprimé par l'article 12 de la loi du 31 juillet 1920. Dès lors, les nominations faites sont erronées et il ne peut s'agir, en l'espèce, que de promotions à la situation de « Greffier à titre personnel ».

Les auteurs de ces observations proposent donc que le projet de loi suivant soit soumis aux Chambres.

ARTICLE PREMIER. — Pour les employés des greffes des Cours d'Appel, des Tribunaux de 1^{re} instance et de Commerce, promus au grade de greffier, tant à titre effectif qu'à titre personnel, il y aura lieu de tenir compte pour le calcul de leur traitement de la période excédant le terme de seize ans de services exigés pour leur promotion.

Le traitement initial afférent à leur grade sera majoré des augmentations périodiques dont ils eussent bénéficié si la nomination avait été faite à l'expiration de la seizième année de services.

ART. 2. — Les employés greffiers-adjoints à titre personnel en exécution de la loi du 31 juillet 1920 sont nommés greffiers à titre personnel.

Le Rapporteur,

E. SOUDAN.

Le Président,

E. BRUNET.

TABLEAU III. — JUSTICE.

Amendements proposés par la Commission du budget.

Dépenses ordinaires.

ARTICLES.	LIBELLÉ.	CRÉDIT DEMANDÉ.	CRÉDIT PROPOSÉ.	AMENDEMENTS.
2	Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service (y compris une somme de 320,000 francs pour indemnité mobile de vie chère)	2,898,400	2,578,400	Diminution de 320,000 francs (indemnité de vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
6	Cour de Cassation. Personnel (y compris une somme de 9,600 francs pour indemnité mobile de vie chère)	725,400	715,800	Diminution de 9,600 francs (indemnité de vie chère), par transfert au budget extraordinaire.
8	Cour d'Appel. Personnel (y compris, etc...)	4,082,600	3,985,400	Diminution de 97,200 fr. (ind. vie chère), par transfert au budget extraordinaire.
10	Tribunaux de première instance, etc.	16,010,000	15,326,000	Diminution de 684,000 fr. (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
12	Justice de paix, etc.	6,981,000	6,806,000	Diminution de 175,000 fr. (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
14	Cour militaire, etc.	149,800	146,200	Diminution de 9,600 fr. (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
16	Conseils de guerre, etc.	546,000	542,400	Diminution de 3,600 fr. (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
20	Traitements, etc.	50,000	42,800	Diminution de 7,200 fr. (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
22	Traitements, etc.	2,150,000	1,855,100	Diminution de 294,900 francs (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
26	Traitements, etc.	15,000	13,800	Diminution de 1,200 fr. (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
38	Écoles de bienfaisance, etc.	3,150,000	2,800,000	Diminution de 350,000 francs (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
47	Traitements, etc.	8,573,000	7,373,000	Diminution de 1,200,000 francs (ind. vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
49	Frais d'impression, etc.	450,000	250,000	Diminution de 200,000 francs Le crédit proposé ne se justifie pas. Il fait ressortir un coefficient de majoration du coût des articles de bureau de 9 sur les prix de 1920.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel III : Justitie.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SOUDAN.

MIJNE HEEREN,

De gewone voorziene uitgaven bedragen 29,684,300 frank meer dan voor het dienstjaar 1920.

Ingevolge een door de Commissie aangenomen regel, gaat een globale som van 2,143,200 frank voor duurtetoerslag over op de buitengewone begrooting.

De vermeerdering van de gewone begrooting bedraagt dus nog slechts 27,509,100 frank.

De credieten aangevraagd voor zoogezegde uitzonderlijke uitgaven bedragen dit jaar 133,000 frank meer dan in 1920. Zij hebben betrekking op toelagen voor bestaande instellingen, die geene periodieke uitgaven zijn.

De credieten op de buitengewone begrooting bedragen 9,473,000 frank.

De Commissie heeft er zich vooral op toegelegd, al de mogelijkheden tot bezuiniging te onderzoeken. In dit opzicht stelt zij u eene reeks belangrijke amendementen voor, waarvan de tabel hierbij is gevoegd.

(1) Begrooting, n^o 101.

Algemeen verslag, n^o 261.

(2) Samenstelling van de Begrotingscommissie :

a) De leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum, Wauwermans.

b) Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

GEWONE UITGAVEN.

HOOFDBESTUUR.

De uit dien hoofde voorziene uitgaven bedragen :

398,400 frank meer dan op de begrooting van 1920 wegens weddeverhooging en duurtetoeslag, huishuur- en gezinsvergoeding.

Daar de 320,000 frank voor duurtetoeslag op de begrooting van buitengewone uitgaven wordt overgebracht, zoo bedraagt de vermeerdering nog slechts 78,400 frank.

De toeneming van het aantal beambten bij het hoofdbestuur wordt gewettigd door de stijgende uitbreiding van de dagelijksche en bestendige taak van het Ministerie van Justitie. Eigenlijk gezegd zijn er geen tijdelijke beambten. Alvorens in het kader te worden opgenomen, moeten de bedienden een proeftijd van minstens zes maanden uitdoen; deze bedienden worden soms tijdelijke bedienden geheeten, zonder dat dit woord de beteekenis heeft, die over 't algemeen in de andere Departementen daaraan gehecht wordt.

Materieel. — De Commissie heeft uitleg gevraagd over de credietverhoogingen onder de opschriften : 40,000 frank als tijdelijke last voor de uitgaven wegens wederinrichting der bibliotheek en 70,000 frank (aankoop van boeken met het oog op de wederinrichting der bibliotheek, inbegrepen eene som van 20,000 frank als tijdelijke last).

Ziehier de toelichting die verstrekt werd :

Aangaande de lasten voorzien bij artikel 3, doet het Departement over 't algemeen opmerken dat, afgezien van de sommen van 20,000 plus 50,000 frank, noodig voor de wederinrichting van de bibliotheek, het crediet bij artikel 3 (380,000) nauwelijks driemaal hooger is dan het crediet op de begrootingen vóór den oorlog. Dat is niet overdreven, zoo men rekening houdt met de prijsstijging van het papier, van de kantoorbehoefsten, schrijfmachines, brandstof en van al de artikelen van het materieel, alsook van den handenarbeid noodzakelijk voor het vervaardigen, het onderhouden en het veranderen van de meubelen.

De toekenning als tijdelijke last van 40,000 frank is bestemd tot :

1^o Het inrichten eener archiefzaal in het achtergebouw van het huis der Regentlaan, 45, waar de bureelen van de Openbare Veiligheid gevestigd zijn.

Deze diensten mogen niet langer zonder hunne dossiers blijven, die thans in de kelderverdiepingen van het gebouw der Hertogelijke straat liggen.

2^o Het vestigen van de bibliotheek in de benedenverdieping van het gebouw der Hertogelijke straat, n^o 2, om de thans verspreide diensten meer oordeelkundig in te deelen.

Deze werken zijn begonnen en het ware moeilijk ze niet voort te zetten.

Het tweede crediet is bestemd om de verzameling genoegzaam te verrijken en een waarlijk nuttigen dienst daarvan te maken.

Het ontwerp voorziet een *tijdelijken* last van 20,000 frank voor de streng noodzakelijke aankopen, die vroeger niet konden gedaan worden, en een normalen last van 50,000 frank die, gezien den prijs van de overgrootte voortbrenging op rechtskundig gebied, een streng minimum uitmaakt. De wederinrichting van de bibliotheek van het Departement dringt zich op, aangezien de Koninklijke Bibliotheek en de enkele zeldzame bibliotheken, waarover men in de hoofdstad beschikt, in rechtskundig opzicht onvoldoende zijn en geen werken uitleenen.

Kosten van uitgave der statistische jaarboeken. — Naar de jongste ramingen, zal de uitgave van de twee boekdeelen der gerechtelijke statistiek bij de 100,000 frank kosten. De helft daarvan kan als tijdelijke last worden aangegeven.

Rechterlijke macht. — $9,600 + 97,200 + 684,000 + 173,000 + 3,600 + 3,600 + 7,200 = 980,200$ voor duurtetoeslag, welke overgedragen worden op de buitengewone begrooting.

De Commissie heeft inlichtingen gevraagd over de vergoedingen tot dekking van de uitgaven voor brandstoffen, licht, drukwerk, kantoorbehoefte en onderhoud van het materieel.

Om de vier maanden stelt de Minister de noodige credieten ter beschikking van de Hoven. De procureurs-generaal geven rekening van de aanwending daarvan aan den Minister, die zelf de rekeningen aan het Rekenhof onderwerpt.

De griffiers, van hunnen kant, beschikken over een crediet voor de griffiekosten. Zij doen verantwoording aan den Minister.

Men weet dat, voor deze zaken, de rechtbanken van de provinciën afhangen.

Bij hoofdstuk V hebben sommige leden van de Commissie gemeend te moeten doen opmerken — betreffende de som van 170,000 frank als tijdelijke last, bepaald voor de voltooiing der lokalen van den krijgsraad van Brabant —, dat de meubelen, waarmede het huis der Miniemenstraat gestoffeerd werd, overdreven weelderig zijn. Onder de huidige omstandigheden was het noodig zich tevreden te stellen met eene eenvoudige stoffeering, waarmede magistraten en personeel overigens vrede hadden gehad.

Tegenover die aanmerkingen dient men den geest van karigheid te stellen, die over 't algemeen bij de inrichting der lokalen overheerschend was. In dit opzicht willen wij, wat het Paleis van Justitie van Brussel betreft, den brief weergeven, dien de Stafhouder der Brusselsche Balie onlangs tot den heer Minister van Justitie zond en die *Le Journal des Tribunaux* in deze bewoordingen overdrukte :

De Balie en de tegenwoordige gerechtszalen.

Wij zijn gelukkig ons geheel te kunnen aansluiten bij den brief van den heer Stafhouder des Cressonnières, onlangs tot den Minister van Justitie en tot den Minister van Openbare Werken gericht :

« Ik ben zoo vrij mij te beroepen op mijne hoedanigheid van Stafhouder

der Balie bij het Hof van Beroep om uwe welwillende aandacht te vestigen op den tegenwoordigen staat der inrichtingen in het Justitiepaleis te Brussel.

» Wanneer ik mij tot U richt, kwijt ik een plicht, waaraan thans meer dan ooit het grootste belang dient te worden gehecht : namelijk, in den geest der advocaten krachtdadig het bewustzijn te behouden van hunne ambtswaardigheid en, wat de Balie betreft, het aanzien van de Justitie hoog te houden.

» Dit zijn echter twee zaken die thans aan groot gevaar zijn blootgesteld.

» De bemeubeling van de gerechtszalen is over t'algemeen geheel gebrek-kig. In sommige lokalen is zij zelfs onwaardig.

» De schikking van de meubelen in de nieuwe Kamers, die werden opgericht bij de Rechtbank van eersten aanleg, scheppen tusschen de zetelende magistraten en de pleiters een soort intimiteit, die slechts de meest nadeelige gevolgen kan hebben.

« Niet alleen kan daaronder het gezag van de Rechtbank lijden, maar de verdediging zelf verliest noodzakelijk het verheven karakter, dat haar noodzakelijk is en dat aan zooveel beroemde advocaten der Brusselsche Balie toegelaten heeft een kostbaar aandenken van hun meesterschap na te laten.

» Vroeger bezochten de jonge advocaten de terechtzittingen om er zich naar hunne leer te vormen. Thans komen zij er niet meer omdat zij voelen dat in het ellendige midden, waar de rechterlijke debatten worden gehouden, zij dergelijke lessen niet meer hopen te genieten.

» Ik draag de zorg, Mijnheer de Minister, over de toekomst der Balie.

» De jonge recruten van onze Orde, met eene prachtige zedelijke vorming uit den oorlog teruggekeerd, vormen eene keurbende, waarover ik moet waken. Het mag niet zijn dat louter stoffelijke oorzaken hun het verheven begrip doen verliezen, dat zij van hunne zending moeten hebben.

» De Balie van Brussel, die ik de groote eer heb te vertegenwoordigen, heeft een te prachtig verleden om niet te willen dat hare toekomst er aan beantwoorde.

» Het is mij onmogelijk in dezen brief al de grieven op te sommen, waarop ik u wilde wijzen.

» Maar ik hoop dat ik U hunne zwaarwichtigheid geheel heb doen inzien.

» Is dit alzoo, Mijnheer de Minister, laat mij dan toe U te vragen een dezer dagen U zelf te willen komen overtuigen in het Paleis van Justitie. Ik zou uiterst gevoelig zijn voor de eer, die U mij zult aandoen met mij toe te laten U bij dit bezoek te vergezellen.

» Uit naam van de Brusselsche Balie zeg ik U dank voor het welwillend onthaal, dat mijn brief bij U vinden zal, en ik bid U, Mijnheer de Minister, de verzekering mijner hoogachting te willen aanvaarden.

» *De Stafhouder der Orde,*

J. DES CRESSONNIÈRES. »

De toestand, waarover de schrijver van dezen brief klaagt, is niet uitzon-

derlijk, en het ware wellicht onbillijk al te gemakkelijk het oor te leenen aan ongegronde kritieken.

* * *

Over 't algemeen was de Commissie bekommerd om de credieten voor de officieele uitgaven aangevraagd. Zij vraagt zich af of er niet nutteloos dubbel werk wordt verricht : de parlementaire stukken, bij voorbeeld, worden tweemaal op verschillend formaat en door verschillende drukkerijen gedrukt.

Het schijnt wel dat dit gebruik enkel behouden blijft omdat het aan sommige lezers behaagt, de stukken in een formaat te bewaren, waaraan zij gewend zijn. De Commissie is van meening dat middelen dienen gezocht te worden om langs dien kant bezuinigingen te doen.

Men heeft het vraagstuk eener Staatsdrukkerij ter studie gelegd : kan dit onderzoek niet worden bespoedigd?

Weldadigheid. — De Commissie heeft de redenen willen kennen van de verhooging van 1 millioen, bij artikel 41 aangevraagd : onderhoud en opvoeding van de kinderen, door den Minister van Justitie of door de rechterlijke overheid toevertrouwd aan privaatspersonen of aan openbare of private maatschappijen of inrichtingen van liefdadigheid of onderwijs.

Volgende toelichting werd verstrekt :

De credietverhoging is gebillijkt door de toeneming der bevolking, alsook door de prijsverhoging van den onderhoudsdag der minderjarigen, aan privaatspersonen of aan openbare of private maatschappijen of inrichtingen van liefdadigheid of onderwijs toevertrouwd. Niet alleen is de stijging van de levensduurte een doorslaande factor, maar de jongste onderrichtingen hebben den geneeskundigen dienst verbeterd, evenals de hygiëne, het voedingsstelsel en het onderwijs in deze inrichtingen.

Het inwendig regiem der weldadigheidsscholen onderging eene volledige hervorming; het Departement van Justitie, als gevolg van eenen wensch uitgedrukt door de Commissie van toezicht in de weldadigheidsscholen, heeft de noodige maatregelen genomen opdat de kinderrechtters meer kinderen in deze scholen zouden plaatsen. Het is dus te voorzien dat, in de toekomst, deze instellingen een grooter getal kinderen zullen ontvangen.

HOOFDSTUK IX. — GEVANGENHUIZEN.

Artikel 46 voorziet eene credietverhoging om de reiskosten te dekken van de leden der commissiën, der ambtenaars en bedienden.

Verwijzend naar een voorstel gedaan naar aanleiding van het onderzoek der begrootingen van de overige Departementen, heeft de Commissie den wensch uitgedrukt, de uitgaven wegens reis- en zendingskosten, enz. te zien besnoeien.

ART. 49 — De Commissie was van meening dat eene credietverhoging van 400,000 frank wegens druk- en kantoorkosten overdreven is.

Zij stelt voor, dit crediet op 250,000 frank te brengen.

ART. 52. — *Politiekosten.* — De credietverhooging is vooral te wijten aan de werking van de School voor Criminologie en Wetenschappelijke Politie.

De meerderheid van de Commissie heeft die tegen haren wil goedgekeurd, omdat het niet mogelijk is, daar de school thans bestaat, hare werking te doen stuiten.

Maar zij meent eens te meer de aandacht van de Kamer te moeten vestigen op de dringende noodzakelijkheid, zich tot geen nieuwe uitgaven te verbinden zonder al de gevolgen er van te overzien.

*
*
*

Om dit verslag te sluiten, vermelden wij een zeker getal vragen die werden gesteld hetzij in de Afdeelingen, hetzij in de Commissie voor de Begroting. Noch de Afdeelingen, noch de Commissie hebben gepoogd ze op te lossen. De Commissie hoopt dat de Minister van Justitie ze door zijn Departement zal laten onderzoeken.

1. Artikel 163 van het Wetboek van Strafvordering luidt :

« Elk veroordeelend eindvonnis wordt met redenen omkleed, en de artikelen der toegepaste wet worden er in overgeschreven, op straf van nietigheid.

Te vervangen door de volgende bepaling :

« Elk veroordeelend eindvonnis wordt met redenen omkleed en de toegepaste wet wordt er in vermeld op straffe van nietigheid. »

De verplichting om de termen der wet in de beslissing op te nemen geeft aanleiding tot *hooge drukkosten*, die over 't algemeen niet wederinbaar zijn (zie de onderscheidene gebruikelijke formulieren), vermeerdert nutteloos het werk der griffiers en verwikkelt zonder noodzakelijkheid de rechtspleging.

Deze verplichting wordt opgelegd op straffe van nietigheid. (*Cass.*, 28 Juni 1897, *Pas.*, blad. 241. 3 Februari 1902, *Pas.*, 158).

Eene soortgelijke verplichting wordt opgelegd door artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering, wat de vonnissen betreft uitgesproken door de boetstraffelijke rechtbanken, maar niet op straffe van nietigheid. (*Cass.*, 8 Februari 1909, *Pas.*, 1909, 1, 150; *Cass.*, 17 Juni 1895, *Pas.*, 1895, 1, 217.)

Het feit, dat de tekst van de toegepaste wet niet werd vermeld in de kopij, aan den bij verstek veroordeelden beteeekend, heeft de nietigheid van het vonnis, door de Politie-rechtbank gewezen, niet tengevolge. (*Cass.*, 20 Februari 1899. *Pand. pér.*, n^o 1276).

Het inlussen in het vonnis van de termen der toegepaste wet heeft geen practisch nut : de minuten der politievonnissen berusten ter griffie waar zij door niemand geraadpleegd worden, en feitelijk bekommeren de veroordeelden zich niet om de wijze, waarop de beslissingen, die hen treffen, zijn gesteld. (Zie Gewestelijke vergaderingen van Ieperen. *Journal des Juges de paix*, 1906, blz. 34.)

Men moet niet letten op de reden die den wetgever in 1806 heeft aangezet : nut van het overschrijven van den juisten toegepasten tekst om de

kansen van dwaling te verminderen, aangezien de politierechters van dien tijd de noodige waarborgen van grondige kennis der wetten niet opleverden. (*Pand. belges*, zie vonnis n° 857.)

2. Onder het stelsel der vroegere wet, konden de griffie-bedienden der Rechtbanken van Koophandel geen aanspraak maken op den graad van adjunct-griffier, dan wanneer er eene vacatuur was in het kader dezer ambtenaren, waarvan de wet het getal bepaalde. Ook kregen de meeste bedienden nooit eenige bevordering, daar het getal adjuncten-griffiers zeer beperkt was.

De wet van 31 Juli 1920 heeft dezen toestand gewijzigd en toegelaten de zeer verdienstelijke bedienden, die volle zestien jaar dienst tellen, ten persoonlijken titel te benoemen tot griffier met de daarbij hoorende wedde.

Ongetwijfeld is deze wet een voordeel voor het personeel der griffiën wien zij het mogelijk maakt tot een beteren zedelijken en stoffelijken toestand te geraken. Maar zij heeft geen rekening gehouden met den bijzonderen toestand der leden van dit personeel, die 25, 30 en zelfs 40 jaren dienst tellen en nu slechts konden worden benoemd. Dezen, zooals overigens sommige hunner collega's ten werkelijken titel benoemd omtrent het tijdstip van de afkondiging der wet, verkeerden, ten gevolge van eene leemte, in een toestand van minderwaardigheid tegenover hunne jongere collega's, die de nieuwe weldaad genieten op een leeftijd dat alle hoop op bevordering aan hunne ouderen ontzegd was.

Het ware dus billijk het bedrag van hunne wedde te berekenen zooals deze thans werkelijk geweest ware, zoo zij tot den graad van griffier waren bevorderd geweest op het oogenblik dat zij volle zestien jaar dienst telden, dat wil zeggen, door hun niet alleen de aanvangswedde van de griffiers te verleenen, maar er het bedrag bij te voegen van de periodieke verhoogingen die hun zouden verleend zijn geworden vanaf het oogenblik dat zij volle zestien jaar dienst telden.

Deze maatregel is des te billijker daar, te rekenen van hunne bevordering, de duurtetoeslag, die aan alle ambtenaren zonder onderscheid werd verleend, hun werd ontnomen, en wel door het feit zelf van hunne intrede in de rechterlijke orde.

De aangevraagde maatregel zal voorzeker geen groote gevolgen voor de begroting na zich slepen, daar het getal dergenen die voordeel hebben bij het nieuwe aangevraagde regiem, zeer beperkt is. En zelfs ware het anders, dan zou men niet moeten achteruitdeinzen voor een trouwens voorbijgaande opoffering, die geschikt is om de nederige helpers van het Gerecht in een toestand te plaatsen, waarop zij rechtmatig mogen aanspraak maken.

Ten slotte, is het natuurlijk bij vergissing dat die, aan wie de wet van 31 Juli 1920 ten goede komt, ten persoonlijken titel tot « *adjunct-griffier* » werden benoemd.

Artikel 12 van gezegde wet doet uitdrukkelijk dit toevoegsel van het woord « *adjunct* » verdwijnen, want dit drukt een begrip van ongeschiktheid uit dat geen reden van bestaan meer heeft. En dit is zóó waar, dat, waar de zaak mogelijk was, jonge bedienden die in verre na niet zestien

jaren dienst tellen, ineens tot « boventallig griffier » werden benoemd en dat niemand hen, bij gelegenheid eener nieuwe bevordering, in graad zal willen doen achteruitgaan.

Eene bevordering ten persoonlijken titel is, trouwens, slechts te begrijpen bij een bestaanden graad, waarop de belanghebbende geen aanspraak maken kan bij gemis van vacatuur, maar die hem als bijzondere gunst wordt verleend wegens zijn goede diensten en zijne blijkbare verdiensten.

Welnu, de graad van « adjunct-griffier » werd uitdrukkelijk afgeschaft bij artikel 12 der wet van 31 Juli 1920. Dienvolgens zijn de gedane benoemingen verkeerd en kan er slechts sprake zijn van bevorderingen tot den graad van « Griffier ten persoonlijken titel ».

De leden, die deze opmerking maakten, stellen voor, volgend wetsontwerp bij de Kamers in te dienen :

EERSTE ARTIKEL. — Voor de bedienden van de griffiën der Hoven van Beroep, der Rechtbanken van eersten aanleg en van Koophandel, tot den graad van griffier benoemd zoowel ten werkelijken als ten persoonlijken titel, dient rekening te worden gehouden, voor de vaststelling van hunne wedde met het tijdperk boven de zestien jaren dienst vereischt voor hunne bevordering.

De aanvangswedde van hun graad wordt vermeerderd met de periodieke verhoogingen die zij zouden genoten hebben, indien de benoeming had plaats gehad na verloop van het zestiende dienstjaar.

ART. 2. — De bedienden, adjuncten-griffier ten persoonlijken titel ter uitvoering der wet van 31 Juli 1920, worden griffier ten persoonlijken titel benoemd.

De Verslaggever,

E. SOUDAN.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

TABEL III. — JUSTITIE.

Amendementen voorgesteld door de Commissie voor de Begrooting.

Gewone uitgaven.

ARTIKELN.	TEKST.	AANGEVRAAGD CREDIET.	VOORGESTELD CREDIET.	AMENDEMENTEN.
2	Wedden der ambtenaren, bedienden en dienstboden (niet inbegrip van eene som van 320,000 fr. voor veranderlijken duurtetoeslag)	2,898,400	2,578,400	Verminderd met 320,000 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buitengewoone begrooting.
6	Hof van Cassatie. Personeel (met inbegrip van eene som van 9,600 frank voor veranderlijken duurtetoeslag)	725,400	715,800	Verminderd met 9,600 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buitengewoone begrooting.
8	Hof van Beroep. Personeel (met inbegrip van, enz.)	4,082,600	3,985,400	Verminderd met 97,200 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
10	Rechtbanken van eersten aanleg, enz.	16,010,000	15,326,000	Verminderd met 684,000 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
12	Vrederegerechten, enz.	6,981,000	6,806,000	Verminderd met 175,000 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
14	Krijgshof, enz.	149,800	146,200	Verminderd met 9,600 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
16	Krijgsraden, enz.	546,000	542,400	Verminderd met 3,600 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
20	Wedden, enz.	50,000	42,800	Verminderd met 7,200 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
22	Wedden, enz.	2,150,000	1,855,100	Verminderd met 294,900 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
26	Wedden, enz.	15,000	13,800	Verminderd met 1,200 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
38	Weldadigheidsscholen, enz.	3,150,000	2,800,000	Verminderd met 350,000 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
47	Wedden, enz.	8,573,000	7,373,000	Verminderd met 1,200,000 frank (duurtetoeslag) door overdracht op de buiteng. begrooting.
49	Drukkosten, enz.	450,000	250,000	Verminderd met 200,000 frank (het voorgesteld crediet is niet gewettigd. Het wijst op een coëfficiënt van verhooging van den prijs der kantoorbehoeften van 9 op de prijzen van 1920).